

Extrait du Site des sections syndicales du SNCS-FSU

<http://sections.sncs.fr/spip.php?article1011>

11 Octobre 2007 - AG des Universités Toulousaines

- Sud-Ouest - Midi-Pyrénées - Actualités -

Date de mise en ligne : jeudi 27 septembre 2007

Site des sections syndicales du SNCS-FSU

**Assemblée générale des personnels et étudiants, 13h30 à la Bourse du Travail place St Sernin.
Mobilisation contre la loi sur les Universités.**

La loi du 11 août 2007 : parlons-en

Une initiative de l'intersyndicale
des Universités et Établissements toulousains d'Enseignement supérieur de Recherche
(AGET-FSE, CGT, FSU, SUD, UNSA)

Dès la rentrée l'intersyndicale a organisé 3 réunions, sur sites, d'informations sur les conséquences de la loi
« libertés et responsabilités des universités ».

Un texte a été voté lors des réunions :

- ▶ approuvant l'appel du Forum des cordeliers et demandent le retrait de la loi « Libertés et responsabilités des universités »,
- ▶ demandant aux Présidents et aux instances des universités, aux Responsables et instances des établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche, la mise en place d'un large débat avec les personnels et les organisations syndicales sur les conséquences, pour les établissements, les personnels et les étudiants, de la loi « Libertés et responsabilités des universités »,

L'intersyndicale a décidé de passer à la vitesse supérieure en organisant, le 11 octobre 2007, un rassemblement d' « informations mobilisation ».

Cette réunion sera suivie d'un rassemblement devant la Préfecture.

L'intersyndicale appelle les personnels et les étudiants à participer, dans l'unité la plus large, au rassemblement :

Jeudi 11 octobre 2007
A 13h place St Sernin
Salle J. Jaures, Bourse du travail

La réunion comportera une intervention de
Généviève AZAM,
Maître de conférence en économie, chroniqueuse à l'hebdomadaire Politis

Le Président de l'UPS a donné une autorisation d'absence pour participer à cette mobilisation jeudi 11 octobre après midi

Signez l'appel des Cordeliers !

<http://www.universite-recherche-democratie.fr/>

AppeldesCordeliers

Pour une politique de service public pour l'enseignement supérieur et la recherche

Les signataires de cette pétition sont convaincus que le système universitaire français doit profondément évoluer, avec des moyens renforcés, pour faire face aux enjeux du XXIème siècle.

Pour mener à bien cette évolution, il est nécessaire d'ouvrir un large débat impliquant les communautés scientifiques, et au delà l'ensemble de la société française. C'est la raison pour laquelle les signataires s'opposent au passage en force de la loi « relative aux libertés des universités ».

A travers l'abandon d'une responsabilité nationale de l'Etat, la multiplication des possibilités de recrutements hors statut, la concentration des pouvoirs autour du président, cette loi supprime les garanties d'existence d'un véritable service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, nécessaire au développement d'une politique de long terme répondant à tous les besoins sociaux, en particulier concernant un accès large des étudiants.

Ils demandent l'abandon de cette réforme, par le retrait de cette loi ou son abrogation.

(1) Texte proposé le 11 juillet 2007 à l'appel de SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNEP-FSU, SNTRS-CGT, CGT-INRA, FERC-Sup-CGT, UN-CGT-CROUS, SUD Education, SUD Etudiant, SUD-Recherche-EPST, Sup'Recherche-UNSA, SNPTES-UNSA, A&I UNSA, SNPREEES-FO, et adopté à l'assemblée tenue aux Cordeliers (Paris).